

7 décembre 2011

Sondages et résultats électoraux Quand Québec solidaire va-t-il décoller ?

Il y a deux lectures possibles des sondages et des résultats électoraux dans Bonaventure. Celle des porte-parole de Québec solidaire qui « *se sont montrés ravis des résultats de leur candidate, qui est allée chercher 9 % des voix, le triple de ce qu'elle a eu en 2008.* » (Antoine Robitaille, [Bonaventure : le PQ a payé pour son cynisme, estime Charest](#), Le Devoir, 7/12/11) ou encore celle dithyrambique de la direction de Presse-toi-à-gauche (Bernard Rioux, [L'élection dans Bonaventure, une avancée enthousiasmante pour Québec solidaire !](#), Presse-toi-à-gauche, 6/12/11). Puis celle d'un ancien responsable à l'organisation du parti qui fait « *un constat brutal mais réel* » de résultats « [insuffisants pour faire élire une équipe de "solidaires" la prochaine fois.](#) » (Stéphane Lessard, Presse-toi-à-gauche, 6/12/11).

Etonnamment, la conclusion des deux lectures, en termes stratégiques, sont la même. Se basant sur le résultat de Bonaventure « *Mme David s'est dite surprise de "voir la direction du PQ, pour le moment en tout cas, ne pas être si encline que ça au dialogue" au sujet d'éventuelles alliances.* ». Quant à l'ancien organisateur, sur la base des sondages, il invoque « *la possibilité d'établir des pactes tactiques avec d'autres partis politiques* ». Les uns comme l'autre, empêtrés dans les raccourcis de l'électoralisme, s'opposent frontalement à la résolution très claire du congrès de mars 2011 soit que « *QS ne négocie aucun pacte tactique ou alliance stratégique pour la prochaine campagne électorale et présente 125 candidatures dans les limites du possible.* », résolution qui n'a jamais été rendu publique ni même publiée sur le site Internet du parti, pas plus d'ailleurs que les résolutions programmatiques de ce même congrès.

Un front de la rue et des urnes contre la droite PLQ-PQ-CAQ-ADQ

Il ne faut pas s'en étonner. Les protagonistes au débat se contentent de la même analyse statistique superficielle même si les premiers en concluent que le verre est à moitié plein et le second à moitié vide. Qu'en est-il à partir d'une analyse politique et socio-économique des résultats d'aujourd'hui comparés à ceux de la dernière élection de l'automne 2008 ?

- La première phase 2008-2009 de la crise économique a fait grimper le chômage, la pauvreté et les inégalités au Québec et la seconde phase, venue d'Europe, cogne à la porte... et elle commence à cogner fort.
- Depuis le sommet de Copenhague en décembre 2009, les grands de ce monde, à commencer par le Canada, nient la crise climatique pendant que se multiplient records d'émanation de gaz à effet de serre, de chaleur et de phénomènes extrêmes y compris en Gaspésie, en Montérégie et à Gatineau, sans oublier la fonte accélérée du pergélisol et des glaces dans le Nord québécois et l'océan Arctique limitrophe.
- Les dernières élections fédérales du printemps 2011 nous valent un gouvernement canadien particulièrement réactionnaire, militariste, répressif et secret, ultra néolibéral, anti-écologique et sexiste, et qui n'a que faire des nations autochtones et québécoise et de leurs droits territoriaux et linguistiques.
- La corruption abyssale et l'affairisme extrême des Libéraux québécois, retour à l'époque Taschereau des années 20 ou Duplessis des années 50, en sont rendus à faire les nouvelles canadiennes et internationales pour la plus grande honte du peuple québécois, ce qui se traduit heureusement par une chute dans les sondages.
- Sans projet de société alternatif, plutôt lesté par ses politiques néolibérales réellement existantes à la remorque du fédéral alors qu'il était au gouvernail de 1994 à 2003, et sans stratégie indépendantiste, mais impuissant à se défaire de son « *option indépendance* » qui le définit et que la classe affairiste depuis 1995 craint comme la peste, le PQ interclassiste se

déchire devant nos yeux, incapable de se substituer aux Libéraux dans les sondages comme parti de l'alternance de notre système uninominal à un tour.

- Détruit par sa contre-performance électorale de 2008 et par la course à la chefferie catastrophique qui s'ensuivit, toutes deux conséquences d'une orientation ultra droitière dont le peuple québécois ne voulait pas, l'ADQ n'est plus que l'ombre d'elle-même.

Il y a bien eu une réaction populaire à cette dégringolade, tant dans la rue que dans les urnes, vers un possible maelstrom grec. Inspiré par l'occupation de la place Tahir égyptienne et le mouvement espagnol des Indignés, le mouvement Occupy/Occupons a gagné le Québec. Il a changé le fond de l'air en remettant à l'avant scène l'analyse de la société en termes de classes sociales, les 99% contre le 1%. En nommant l'éléphant dans la pièce, ce mouvement s'est valu une grande popularité suivie d'une répression féroce pour faire taire sa parole prophétique. Peu avant, dans le même esprit Tahir, le peuple québécois avait brusquement signalé la volonté d'un tournant à gauche en balayant le Québec d'une vague orange même si la réalité sociale-libérale et anti-Québec du NPD ne manquera pas d'y jeter tôt ou tard une douche froide.

Cette réaction populaire de gauche devait/doit/devra se traduire par une grande mobilisation populaire en synergie avec une montée électorale de Québec solidaire. Il y a bien des signes annonciateurs de cette tendance tels la manifestation des trente mille et la grève étudiante des deux cent mille du dix novembre dernier de même que le quasi triplement du vote solidaire dans Bonaventure confirmant les sondages pan-québécois. Toutefois, il n'y a là aucune percée, tant s'en faut, et aucun saut qualitatif. Pèse beaucoup plus lourd dans la balance la défaite magistrale des syndicats du secteur public durant l'été/automne 2010 qu'aucune victoire n'est venu compenser sur les fronts des luttes contre le pillage de nos ressources naturelles et des leurs conséquences écologiques. Sur le front électoral, est apparu à la tête des sondages un parti alternatif de la bourgeoisie, plus moderniste, plus nationaliste que les Libéraux, qui ne craint pas d'exposer son programme à la controverse. Qu'en serait-il des scores péquiste et solidaire s'il avait été de la course dans Bonaventure ? Et si le nouveau parti du député dissident Aussant, qui commence à rallier, avec son indépendantisme à vernis de gauche, y avait aussi tenté sa chance ?

Une partie du mouvement étudiant veut une grève générale quelque part autour de la saison des budgets. La CSN vient de voter le principe d'une *grève sociale* de 24 heures. La Coalition contre la tarification et la privatisation veut une riposte anti-budgétaire. Ou bien chacun y va de son côté et ce sera trois petits tours et puis s'en vont, ou bien il y aura coordination au sein de l'Alliance sociale ou ailleurs pour une grève générale proactive d'au moins 24 heures avec blocages de routes et de ports comme le 11 décembre 2003 et même avec occupation de lieux de travail comme au Saguenay au printemps 2004, avec la possibilité de continuer le mouvement gréviste sur la base d'assemblées générales quotidiennes qui en décident. On s'attendrait à ce que la direction de Québec solidaire avance une telle orientation ou une semblable au sein de la Coalition anti-tarification, dont elle est membre, pour que celle-ci l'amène au sein de l'Alliance sociale. Québec solidaire a la crédibilité pour porter ce ballon. Ce serait la plus efficace campagne préélectorale que l'on saurait imaginer.

Le pendant de cette orientation, côté urnes, c'est un front électoral contre la droite PLQ-PQ-CAQ-ADQ avec le mouvement social — et non pas avec la droite nationaliste contre la droite fédéraliste comme le propose le député solidaire — par l'intermédiaire des mêmes canaux de la Coalition contre la tarification et la privatisation laquelle le portera à l'Alliance sociale. Ce front aurait bien sûr besoin d'une orientation générale et d'une plate-forme aussi à gauche que celle de la CAQ de Legault et Sirois est à droite et présentée à l'électorat avec la même clarté et la même volonté de fer. La base de Québec solidaire a déjà voté à un niveau ou à un autre plusieurs éléments de cette orientation et plate-forme nettement de gauche. Encore ne faut-il pas les cacher au point de ne même pas les publier sur le site Internet du parti. Encore faut-il utiliser la campagne un « *pays de projets* » pour les faire connaître.

Une indépendance pour se débarrasser de la Cour suprême et exproprier les banques

Au Québec, le fer de lance d'un *projet de société* de gauche est depuis longtemps l'indépendance mais non pas l'indépendance nationaliste réduite essentiellement aux questions constitutionnelle et linguistique qui demeurent, bien sûr, essentielles. Une telle indépendance unijambiste finit par s'effondrer la face par terre comme ce fut le cas en 1980 et en 1995. Une indépendance de gauche marche, quant à elle, sur deux jambes : une indépendance certes pour se débarrasser de la Cour suprême, qui comme la tour de Pise penche toujours du même bord, mais aussi et surtout une indépendance pour exproprier les banques qui à la fois portera un coup mortel à l'ennemi de classe dont le système financier est le cerveau — ce qui explique la popularité du mouvement *Occupy Wall Street* — et donnera au peuple québécois les moyens de ses politiques de services publics, de redistribution de richesse et, *last but not least*, d'une révolution écologique.

Comme éléments de plate-forme, on pense à certains éléments de la plate-forme électorale de 2008 comme la gratuité scolaire, la fin des subventions aux écoles privées et la construction de 10 000 logis sociaux écologiques par année sur cinq ans. Le congrès programmatique de mars 2011 a voté pour une réduction de 40% des gaz à effet de serre (GES) d'ici 2020 — en rupture avec les 25% du PQ et 20% des Libéraux — par rapport à 1990 et de 95% d'ici 2050 avec disparition de l'usage des énergies fossiles d'ici 2030. Il a voté le renoncement aux moyens du capitalisme vert (bourses et taxe du carbone, agrocarburants, stockage du carbone, géo-ingénierie, nucléaire), ce qui le démarque nettement des PQ/PLQ/ADQ/CAQ. Dans le secteur de l'énergie, des mines et des forêts, le congrès a voté que « *les entreprises du domaine de l'énergie [...] [l']industrie minière [...] l'industrie forestière devrait être placée sous contrôle public (participation majoritaire de l'État)...* »

Le congrès a voté de « *[r]enforcer et étendre l'application de la loi sur l'équité salariale à tous les milieux de travail* » et d'« *[a]dopter des mesures d'incitation et d'accès à l'égalité pour briser les ghettos d'emploi [des femmes].* » Il a voté l'interdiction des lock-out et le droit à la grève politique et à la grève de solidarité. Il a voté les 35 heures :

« *...QS propose d'adopter une politique de plein emploi... [...] Réduire immédiatement la semaine normale de travail à 35 heures pour la ramener graduellement à 32 heures avec possibilité alternative de prolonger les vacances. Le tout sans perte de rémunération avec embauche proportionnelle et sans intensification du travail...* »

En ce qui concerne les fermetures de lieu de travail et les congédiements massifs, « *[u]ne mise à pied importante ou une fermeture d'entreprise devront être étudiées et approuvées ou refusée par une instance gouvernementale...* ». On reconnaît « *le droit aux employés de former une coopérative en cas de délocalisation de l'entreprise sans indemnisation à l'employeur [Je souligne]. [...] De plus, ces entreprises devront restituer les fonds de pension accumulés par les employés concernés.* »

Côté transport public, là où le Québec doit concentrer ses efforts de réduction des gaz à effet de serre, le comité de coordination de la région de Montréal en mai dernier a voté des résolutions sur le dossier Turcot-Champlain qui ont des implications générales :

« *Nous réclamons un moratoire sur [tout projet de construction ou de reconstruction] jusqu'à la tenue d'une enquête publique sur l'industrie de la construction et le financement des partis politiques. Un mécanisme transparent de contrôle des appels d'offre et des octrois de contrats/sous-contrats doit être mis en place et supervisé par un comité de vigilance.* » [À la lumière du rapport Duchesneau, il faudrait sans doute ajouter une reconstruction de l'expertise gouvernementale non seulement pour la planification, la conception, l'encadrement et la surveillance des travaux — quitte à nationaliser une grande firme de génie-conseil — mais aussi pour la majorité des travaux d'entretien et une partie significative de la construction des nouvelles infrastructures.]

« ...il faut viser la gratuité des transports en commun dans la grande région métropolitaine en abaissant les tarifs par palier sur une période de dix ans. [...] Le financement du transport public [...] ne doit pas se faire par l'augmentation ou l'imposition de nouveaux tarifs tant pour les usagers que pour les automobilistes (péages, taxe sur l'essence, frais d'immatriculation, etc.). Il doit se faire par la fiscalité générale comme pour les autres services publics tels la santé et l'éducation et pour les mêmes raisons de justice fiscale.

L'ensemble du transport en commun au Québec doit migrer vers l'électricité. [...] Les sources de cette énergie ne doivent pas venir de nouveaux barrages. L'augmentation de la demande en électricité doit être comblée par les énergies vertes et l'efficacité énergétique.

« [Tout projet] devra être préalablement approuvé par un comité populaire paritaire femme-homme composé des experts habituels et des représentantEs des comités citoyens concernés et des groupes environnementaux, et de leurs experts. Le projet du comité populaire devra être approuvé par un référendum [dans la zone géographique concernée]. »

Avec un front anti-droite qui marche sur deux jambes, la rue et les urnes, doté d'une orientation indépendantiste qui fait de même, pour se libérer à la fois du fédéral et du capital, on met toutes les chances de notre côté d'atteindre notre but au galop dans ce monde de plus en plus polarisé entre ses deux classes fondamentales.

Marc Bonhomme, 7 décembre 2011

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca